



Bunia, 25 Juin 2020

## **« Le Congo n'est pas à vendre » dit non au bradage du patrimoine de la SOKIMO !**

La campagne « Le Congo n'est pas à vendre » exhorte le Président de la République et le Conseil des Ministres à empêcher la cession définitive d'une partie importante du patrimoine de la SOKIMO à AJN Resources. L'objectif de la transaction était de relancer la SOKIMO, mais elle aura plutôt pour effet de l'anéantir définitivement. Nous appelons donc le Président et le premier ministre à ne pas approuver cette transaction et à tirer les leçons des privatisations passées. Il est plus que nécessaire que l'Etat congolais puisse adopter une réelle politique de relance des entreprises du portefeuille de l'Etat.

En effet, AJN est une société junior qui n'a pas les ressources financières suffisantes ni l'expertise nécessaire pour relancer la SOKIMO. Ses dépenses opérationnelles étaient de moins de 36.000 dollars américains en 2019, ce qui correspond aux dépenses d'une petite boulangerie, bien loin de subvenir aux besoins d'une entreprise telle que la SOKIMO. De plus, selon un audit interne, la compagnie est en difficulté financière<sup>1</sup>. Ledit audit émet même des doutes sur la viabilité financière d'AJN dans les années à venir. La remontée du cours de ses actions et sa viabilité financière future dépendent en grande partie du riche patrimoine de la SOKIMO. C'est donc bien AJN qui a besoin de SOKIMO et non le contraire.

AJN Resources est contrôlée par Klaus Eckhof, qui n'en est pas à son premier coup d'essai en République Démocratique du Congo. Depuis 2003, les deals de ses autres véhicules financiers tels que Moto Goldmines, AVZ Minerals, Okapi Resources et Amani Resources n'ont permis de relancer ni la SOKIMO en Ituri, ni la COMINIÈRE dans le Tanganyika contrairement aux objectifs déclarés.

Ainsi, cette transaction proposée s'inscrit dans une longue histoire de privatisation de gré-à-gré du patrimoine minier congolais. Elle rappelle les tactiques des sociétés juniors étrangères qui ont spéculé sur la base des actifs de la Gécamines et de la MIBA pendant que la guerre faisait rage en RDC, puis pendant la transition, augmentant leurs propres profits et dépouillant les plus importantes entreprises étatiques de tout potentiel de relance.

---

1

L'idée que la SOKIMO deviendrait elle-même un acteur boursier prospère est illusoire. D'ores et déjà, son 'partenaire' l'a relégué au second rang en ne lui laissant que 2 sièges sur 5 dans les organes de décision d'AJN et aucune place dans l'organe exécutif. De plus, à travers des transactions financières annoncées au mois d'avril, le risque est bien réel sinon certain que la SOKIMO va perdre ses 60% d'actions au profit des nouveaux partenaires et ne rester qu'un actionnaire minoritaire sans véritable pouvoir.

Nous tenons à rappeler que cette opposition à la transaction est quasi-unanime. Les députés de l'Ituri, Les syndicats de Sokimo, la Commission Environnement et Ressources Naturelles de l'Assemblée Nationale et plusieurs larges coalitions de la société civile se sont clairement prononcées contre cette transaction. Autant de sonnettes d'alarme que le Président et le Conseil des Ministres ne peuvent pas ignorer.

La campagne « Le Congo n'est pas à vendre » soutient la relance des entreprises du portefeuille de l'Etat, y compris de la SOKIMO. Pour ce faire, une évaluation professionnelle et indépendante de son patrimoine ainsi que l'élaboration d'un *business plan* solide sont de mise. Au cas où ce *business plan* prévoirait l'implication d'investisseurs, il conviendra alors de procéder à un appel d'offre ouvert conformément à la loi, afin de s'assurer que la SOKIMO puisse attirer des investisseurs avec les capacités financières et techniques requises, et négocier des termes qui lui seront réellement avantageux.

Nous appelons le Président de la République et le Premier Ministre au rejet du protocole d'accord soumis à leur accord et à préserver le patrimoine minier congolais. Ensemble ils sont appelés à définir une solide politique de relance des entreprises du portefeuille de l'Etat en général et celle de la SOKIMO, en particulier.

**Contact :**

Jimmy Munguriek : +243 820 875 088

Freddy Kasongo : +243 995 567 001

Jean Claude Mputu : +32 498 36 11 39